

Il crut alors le moment arrivé de faire cesser la *Terreur*, qui venait de faire encore d'illustres victimes (la princesse Élisabeth, Malesherbes, Lavoisier) et de consolider les institutions nouvelles d'après ses propres idées. Il fit rappeler Carrier, supprimer les tribunaux révolutionnaires des départements, proclamer par la Convention l'immortalité de l'âme et l'existence de l'Être suprême, dont la fête fut solennellement célébrée.

Tous les hommes compromis par leurs excès sanguinaires virent avec effroi le nouveau régime qui s'annonçait. Collot d'Herbois et Billaud-Varennes s'unirent avec Tallien, Barras, Fouché, et engagèrent d'abord la lutte en l'attaquant par le ridicule. N'ayant pu faire adopter telle qu'il la voulait la loi atroce du 22 prairial qui devait lui livrer ses ennemis, Robespierre s'isola du comité de salut public : la *Terreur* redoubla et dans un de ses derniers accès, elle emporta André Chénier, Roucher, le général Beauharnais. Enfin Robespierre lui-même, malgré sa longue défense dans la Convention, fut décrété d'accusation ainsi que son frère, Couthon, Lebas et Saint-Just. Lebas se brûla la cervelle; les quatre autres furent exécutés (9 et 10 thermidor, 27 et 28 juillet 1794).

Les thermidoriens avaient fait alliance avec les contre-révolutionnaires pour précipiter Robespierre. Entraînés par l'opinion, qu'ils avaient prise pour auxiliaire, dans une voie de réaction, ils s'y jetèrent en hommes qui faisaient bon marché de leurs doctrines. L'importance des comités de salut public et de sûreté générale fut considérablement amoindrie; la loi de prairial fut rapportée; les prisons s'ouvrirent, et le club des Jacobins, dernier asile du parti vaincu, fut fermé par ordre des comités. Carrier et d'autres massacreurs furent envoyés à l'échafaud; Lebon, Fouquier-Tinville ne périrent que l'année suivante. La Convention essaya de faire oublier à la France ces sanglantes tragédies en dotant le pays de plusieurs institutions utiles, telles que l'École normale, l'École polytechnique, les écoles centrales, l'Institut, le Muséum, le Conservatoire des arts et métiers. Ces travaux intérieurs coïncidèrent avec la glorieuse campagne de 1794. Jourdan, vainqueur à Fleurus, avait achevé de réduire la Belgique. Pichegru soumit la Hollande avec une armée sans vivres et sans vêtements; Augereau pénétra en Espagne, où il conquit le Guipuscoa, et Hoche commença la pacification de la Vendée. Des traités avantageux avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne, la réunion au territoire de la Flandre septentrionale et de toute la rive gauche du Rhin, la reconnaissance de la révolution par une partie de l'Europe, tels furent les résultats obtenus par nos troupes sur terre. Sur mer, nos flottes, restées sans chefs par suite de l'é-

migration de presque tous les officiers, éprouvaient de fréquents désastres qu'honorait du moins le dévouement des équipages, celui des marins du *Vengeur*, par exemple, qui, plutôt que d'amener leur pavillon, s'engloutirent dans les flots.

Le danger n'était plus qu'à l'intérieur. Les royalistes faisaient des progrès considérables. Le peuple, accablé de misère, fit deux insurrections (12 germinal et 4<sup>er</sup> prairial), dont le mauvais succès somma la défaite des Montagnards, et fut le signal d'une terreur nouvelle qui s'exerça en sens inverse de la première, sous la direction des Girondins redevenus puissants; seulement on remplaça la guillotine par la transportation à Cayenne. Pichegru qui s'était vendu aux Bourbons perdit son commandement. Une tentative des émigrés à Quiberon fut déjouée par Hoche, et suivie du massacre de onze cents prisonniers. Pour mettre un terme aux menées de ce parti, la Convention décréta une constitution républicaine, datée de l'an III. Le pouvoir législatif fut confié à deux conseils, l'un de cinq cents membres, l'autre de deux cent cinquante, dit des *Anciens*, chargé de sanctionner les lois préparées par les *Cinq-Cents*. Le pouvoir exécutif résidait dans un Directoire de cinq membres, élus par les conseils et se renouvelant par cinquième chaque année. La Convention décida que le nouveau corps législatif, chargé de faire les lois organiques, se recruterait pour les deux tiers parmi les conventionnels. Les royalistes, perdant ainsi l'espoir de faire sortir de la constitution nouvelle le triomphe de leurs idées, soulevèrent à leur tour les sections de Paris (13 vendémiaire 1795). La Convention confia sa défense à Barras, qui prit pour lieutenant un jeune général destitué récemment, Napoléon Bonaparte. Les habiles dispositions de ce dernier déconcertèrent l'insurrection dont les soldats furent culbutés en quelques heures. La révolution attaquée, cette fois par la bourgeoisie, fut défendue par l'armée. C'était l'annonce qu'elle allait bientôt devenir toute militaire.

---

 LVII.

DIRECTOIRE. — PREMIÈRES CAMPAGNES DE BONAPARTE EN ITALIE. — TRAITÉ DE CAMPO FORMIO. — EXPÉDITION D'ÉGYPTE. — RETOUR DE BONAPARTE. — JOURNÉE DU 18 BRUMAIRE. — CONSTITUTION CONSULAIRE. — CONCORDAT. — CODE CIVIL.

Malgré les vices de la constitution de l'an III, le Directoire qui entra en fonction le 23 octobre 1795 débuta avec bonheur et habileté.

Il remplaça les assignats, entièrement discrédités, par des *mandats territoriaux* représentant une valeur fixe des biens nationaux. Le crédit public se releva et la misère diminua. Deux tentatives des partis hostiles au gouvernement furent déjouées : la première préparée par Charette, avec l'appui de l'Angleterre, échoua grâce à l'activité de Hoche ; la seconde, celle du communiste Babeuf, eut à peine un commencement d'exécution, et se termina par le supplice des deux principaux chefs du complot. Le Directoire put agir au dehors vigoureusement. Carnot chargea trois armées de porter la guerre sur le territoire ennemi. Mais l'armée de Sambre et Meuse dut, malgré les efforts de son chef Jourdan, repasser le Rhin, et celle de la Moselle se trouva compromise. Moreau la sauva par une retraite glorieuse (1796). Nos armes n'étaient pas plus heureuses en Italie, où Schérer se fit battre à Loano. Mais tout changea sur ce théâtre de la guerre, à l'arrivée de Bonaparte. Avec trente-cinq mille hommes, il disperse à Montenotte, Millésimo, Dégo, les différents corps de l'armée austro-piémontaise forte de soixante mille, impose au roi de Sardaigne l'armistice de Cherasco qui donne à la France la Savoie et le comté de Nice, frappe de contributions Parme et Modène, passe le Tessin. L'Adda par le combat de Lodi, enfin le Mincio, et assiège Mantoue. Le roi de Naples demande la paix, le pape achète un armistice en cédant trois villes de la Romagne, vingt et un millions, cent tableaux et cinq cents manuscrits. L'Autrichien Wurmser, qui survint par l'Adige, fut battu à Lonato, Castiglione, Bassano, et se jeta dans Mantoue. Les revers de l'Allemagne rejetèrent encore sur Bonaparte les soixante mille Autrichiens d'Alvinzi ; il en eut raison encore aux victoires d'Arcole et de Rivoli, et Wurmser capitula dans Mantoue. Le pape avait rompu la trêve : le traité de Tolentino lui enleva la Romagne, Ferrare, la marche d'Ancône. Tranquillé alors sur ses derrières, Bonaparte marcha sur le Tagliamento, y battit l'archiduc Charles, passa les Alpes, campa à Léoben, à vingt-cinq lieues de Vienne, et dicta les préliminaires de la paix. Pendant cette marche audacieuse, Venise égorgeait les garnisons françaises de son territoire ; elle en fut aussitôt sévèrement châtiée. Par le traité de Campo Formio (17 octobre 1797) conclu avec l'Autriche, la France acquit la Belgique, la rive gauche du Rhin et les îles Ioniennes ; l'empereur reconnaissait la république cisalpine et obtenait Venise, l'Istrie, le Frioul et la Dalmatie en dédommagement de ses pertes. Gènes devint la capitale de la république ligurienne. Bonaparte fut reçu en triomphe à Paris.

Il y trouva le Directoire raffermi depuis peu, mais par des mesures arbitraires qui ébranlaient son crédit dans l'opinion publique. Les royalistes de la *Société de Clichy* avaient fait arriver à la présidence

des Cinq-Cents le général Pichegru, et au Directoire Barthélemy. Deux directeurs, La Réveillère-Lepeaux et Rewbell, pour sauver la révolution, appellent à Paris Augereau, qui crut avec douze mille hommes le lieu des séances des conseils (18 fructidor, 4 septembre 1797). Les deux minorités annulent les mandats de leurs collègues, et en condamnent cinquante-trois à la déportation. Carnot et Barthélemy sont remplacés au Directoire par Merlin de Douai et François de Neuchâteau.

Bonaparte ne se sentit pas encore en état de renverser ce gouvernement. Nommé d'abord général de l'armée d'Angleterre, il se fit bientôt après donner le commandement d'une expédition dont le but était encore l'Angleterre. L'Égypte pouvait conduire à l'Inde, et le prestige d'une entreprise si gigantesque mettrait hors ligne la renommée du vainqueur. Il partit avec trente-six mille hommes de son armée d'Italie, emmenant des savants, des artistes, des ingénieurs, des laboureurs. Il échappa à Nelson, qui le cherchait par la Méditerranée, prit Malte en passant, et débarqua près d'Alexandrie, qu'il enleva d'assaut (1798). La bataille des Pyramides, où le feu de nos carrés anéantit les mameluks de Mourad-bey, lui ouvre le Caire. Maître de la basse Égypte, il fait aimer son gouvernement des musulmans par son respect pour leur culte et leurs mœurs, et, n'oubliant pas le côté scientifique de son expédition, fonde l'Institut d'Égypte.

La destruction de notre flotte à Aboukir par Nelson, l'emprisonne tout à coup en Égypte. Il s'y résigne, envoie Desaix conquérir la Thébaïde, marche lui-même vers la Syrie, prend Gaza, Jaffa, disperse l'armée turque au mont Thabor ; mais la résistance opiniâtre de Saint-Jean d'Acre et la peste l'arrêtent. Il revient sur ses pas pour culbuter une nouvelle armée turque à Aboukir, et, laissant à Kléber l'Égypte bien soumise, il s'embarque, trompe de nouveau les croisières anglaises, et arrive en France, où tout empirait (1799).

Le Directoire chancelait. Sa mesure du *tiers consolidé* avait paru une demi-banqueroute. Le déficit était énorme malgré le poids des impôts. Toute l'Europe, moins l'Espagne, était coalisée contre nous par le ministre anglais Pitt. Même les républiques nouvelles dont la France s'était entourée lui devenaient hostiles, grâce aux exactions des agents du Directoire. En vain les conseils, pour faire face aux attaques de l'Europe, décrétèrent-ils la loi de conscription, qui astreignait au service militaire tous les citoyens de vingt à vingt-cinq ans ; en vain ordonna-t-on la levée de deux cent mille hommes. Les troupes françaises furent partout battues, malgré leur courage. En Allemagne, Jourdan est contraint de se replier dans les défilés de la forêt Noire. Schérer, Moreau, Macdonald perdent l'Italie, où la

France n'a plus que Gènes et son territoire. Les succès de Brune en Hollande contre l'armée anglo-russe, et l'immortelle victoire de Zurich, où Masséna force à la retraite Souwaroff, réputé invincible, sauvent la France de l'invasion étrangère, mais sans lui rendre la position que lui avait donnée le traité de Campo Formio (1799).

Le pays s'en prenait au Directoire de tous ces revers; et le déchaînement contre lui devint si général que Treilhard, La Réveillère et Merlin de Douai furent forcés d'en sortir. La fermeture du club du Manège, où Bernadotte et les Jacobins conspiraient, ne le raffermir pas.

Bonaparte, revenant couvert d'une gloire nouvelle, attira tous les regards. Il jugea le moment propice pour se saisir du pouvoir. Siéyès, d'accord avec lui, donna sa démission de directeur, ainsi que Roger-Ducos et Barras. Moulin et Gohier furent mis en surveillance au Luxembourg, les deux conseils transférés à Saint-Cloud, le commandement de toutes les troupes donné à Bonaparte. Il se présente aux Anciens, y est bien accueilli; aux Cinq-Cents, sa voix est couverte par des cris furieux. Son frère Lucien, président, déclare l'assemblée opprimée par une minorité de factieux, et somme les soldats de la délivrer. Le général Leclerc rentre avec ses grenadiers qui font évacuer la salle (18 et 19 brumaire, 9 et 10 novembre 1799). Le conseil des Anciens, resté seul en séance, défère le pouvoir exécutif à trois consuls, Bonaparte, Siéyès et Roger-Ducos, et charge deux commissions, de vingt-cinq membres chacune, de réviser la constitution. La France, lasse de luttes intestines, accueille avec joie ce coup d'État, que les premières mesures du consulat provisoire, empreintes d'un grand esprit d'apaisement et de conciliation, achevèrent de populariser. De nombreux proscrits furent rappelés, le serment de haine à la royauté fut aboli, les églises furent rendues au culte. La nouvelle constitution fut terminée rapidement. Le gouvernement était confié à trois consuls, dont deux n'avaient que voix consultative; le conseil d'État préparait les lois, les présentait à un Tribunal de cent membres, et celui-ci en proposait le rejet ou l'adoption au Corps législatif, composé de trois cents membres, qui statuait sans discuter. Un Sénat conservateur veillait à la garde de la constitution. Il élisait les consuls, les tribuns, les législateurs sur une liste nationale formée par une élection à triple degré. Par un article de la constitution, Bonaparte fut désigné comme premier consul: on lui adjoignit Cambacérès et Lebrun. L'organisation administrative et judiciaire, œuvre du gouvernement, suivit de près la constitution. De cette époque date l'établissement des préfets, des sous-préfets, des maires, le rétablissement des avoués, l'inamovibilité des juges.

Telle fut la constitution de l'an VIII. Soumise à l'approbation du peuple, elle fut acceptée par 3 044 007 suffrages contre 1567.

Le début militaire du nouveau gouvernement fut magnifique. De l'Italie, Mélas menaçait la Provence. Tandis que Masséna se maintient encore dans Gènes par une résistance héroïque, Bonaparte prend les Autrichiens à revers par le Saint-Bernard et le val d'Aoste. Vaincu par Lannes à Montebello, Mélas recule sur Alexandrie et, près de là, dans la plaine de Marengo, perd une grande bataille (1800). Il n'obtient d'armistice qu'en abandonnant l'Italie jusqu'au Mincio. L'Autriche refuse de signer la paix. Brune et Macdonald poursuivent les Autrichiens au delà de l'Adige; Murat chasse les Napolitains des États du pape, et, dans le même temps, Moreau avec cent mille hommes, gagne en Allemagne la victoire de Hohenlinden et pénètre jusqu'à l'Ens. L'empereur, effrayé, signa la paix de Lunéville. Il ratifiait le traité de Campo Formio, reconnaissait les républiques batave, helvétique, ligurienne et cisalpine, et le nouveau royaume d'Étrurie. Des garnisons françaises occupèrent tous les points importants du littoral italien, Otrante, Tarente, Brindes, Ancône et Livourne. Le Piémont fut réuni à la France et divisé en six départements.

Abandonnée de l'Autriche, l'Angleterre voyait toutes les puissances du nord coalisées contre son despotisme maritime, sous l'impulsion du czar Paul I<sup>er</sup>, devenu l'admirateur passionné du premier consul. Elle envoya Nelson bombarder Copenhague. L'assassinat de Paul I<sup>er</sup>, qui amena sur le trône Alexandre I<sup>er</sup>, lui donna, au lieu d'un ennemi, un allié (1801). La France et l'Angleterre restèrent seules en présence. Le traité de Badajoz ferma aux Anglais les ports du Portugal et Pitt donna sa démission. Mais ils prirent Malte, et l'Égypte fut perdue pour la France. Kléber, qui désapprouvait l'expédition, signa avec les Turcs la convention d'El-Arisch, d'après laquelle les Français devaient être ramenés en France sur des vaisseaux anglais. Le cabinet britannique ayant désavoué son représentant dans cette affaire, Kléber gagna la bataille d'Héliopolis, reprit le Caire et rétablit la domination française; mais, quand il eut été assassiné, son successeur, Menou, laissa une armée anglaise débarquer à Aboukir; la défaite de Canope le contraignit à signer un traité pour l'évacuation de l'Égypte (1801). Malgré ce grand succès, l'Angleterre, écrasée sous le poids d'une dette de douze milliards, consentit à négocier, et, le 25 mars 1802, signa la paix d'Amiens. Toutes les acquisitions continentales de la France, toutes les républiques fondées par ses armes étaient reconnues. L'Angleterre restituait les colonies françaises, rendait Malte aux chevaliers de Saint-Jean, le Cap aux

Hollandais, et ne gardait que l'île espagnole de la Trinité et Ceylan.

La paix étant rendue à l'Europe, Bonaparte commença son œuvre de restauration. Le *concordat*, signé en 1801 par le cardinal Consalvi, pour le pape; adopté, avec les *lois organiques* qui le complétaient, par le Tribunat et le Corps législatif, divisa le territoire de la république en soixante sièges, au lieu de cent cinquante-huit; substitua un traitement payé par l'État à l'ancienne dotation territoriale du clergé; attribua au gouvernement la police des cultes, la nomination des évêques et archevêques, mais au pape seul l'institution canonique.

La fondation de la banque de France (1801), de quarante lycées avec cinq mille cent vingt bourses et un fonds annuel de trois millions cinq cent mille francs (1802), de l'ordre de la Légion d'honneur, enfin la promulgation du Code civil (24 mars 1803), préparé par Tronchet, Portalis, Bigot de Préameneu, et discuté successivement après avoir pris les avis de toute la magistrature française, dans le conseil d'État et le Corps législatif, furent alors les actes glorieux du premier consul, qui apparaissait désormais aussi grand législateur que grand capitaine. Sa popularité croissant, deux complots, celui d'Aréna et Ceracchi et celui de la machine infernale, lui valurent le consulat à vie (1802), auquel il joignit le titre de président de la république cisalpine.

Cette situation eût été magnifique si la paix eût été solide. Mais, sans parler d'Haïti, soulevée par Toussaint-Louverture, un instant ramenée à la soumission par Leclerc, et enfin érigée en république par les noirs Christophe et Dessalines, l'Angleterre gardait Malte, malgré les traités, attaquait les vaisseaux français, gagnait l'Autriche, la Russie, la Suède, provoquait enfin la conspiration de Cadoudal et de Pichegru. Cette conspiration, qui coûta la vie au duc d'Enghien, enlevé sur le territoire badois et fusillé la nuit dans les fossés de Vincennes, fit monter à Bonaparte le dernier degré du pouvoir. Sur la proposition du Tribunat, approuvée par le Corps législatif, le Sénat le déclara empereur des Français, révolution que sanctionnèrent trois millions six cent mille suffrages (1804).

## LVIII.

NAPOLÉON EMPEREUR. — GÉOGRAPHIE DE L'EUROPE EN 1810. — GUERRE DE RUSSIE. — CAMPAGNE D'ALLEMAGNE. — CAMPAGNE DE FRANCE. — ABDICATION DE L'EMPEREUR. — RETOUR DE L'ÎLE D'ELBE. — LES CENT JOURS. — WATERLOO. — SAINTE-HÉLÈNE. — TRAITÉS DE 1815.

Encore premier consul, Napoléon avait répondu aux agressions des Anglais en occupant le royaume de Naples et le Hanovre, et en faisant sur les côtes d'immenses préparatifs pour une descente. L'année 1805 vit s'assembler au camp de Boulogne cent soixante-seize mille hommes que deux mille navires et chaloupes canonnières devaient transporter en Angleterre. L'amiral Villeneuve, qui devait le joindre, arrêté au Ferrol, alla s'enfermer à Cadix et fit tout échouer. Aussitôt Napoléon abandonne l'Angleterre et la mer pour l'Autriche et le continent. En un mois il est au cœur de l'Allemagne avec la grande armée, et il force les Autrichiens, vaincus à Elchingen, de capituler dans Ulm. De là il court sur Vienne, y entre et détruit l'armée austro-russe à Austerlitz avant l'arrivée de soixante mille Prussiens qui approchaient (2 décembre 1805). Cette grande victoire brisa la coalition, et l'Autriche accepta le traité de Presbourg. Les États vénitiens furent réunis au royaume d'Italie. Napoléon garda l'Istrie et la Dalmatie, donna le Tyrol et le Vorarlberg à la Bavière, la Souabe aux princes de Wurtemberg et de Bade. Les ducs de Bavière et de Wurtemberg prirent le titre de rois, l'électeur de Bade celui de grand-duc (26 décembre 1805). L'année suivante (1<sup>er</sup> août) fut constituée la *confédération germanique* sous la protection de la France; l'empire d'Allemagne cessa d'exister; François II prit le titre d'empereur d'Autriche.

Napoléon était salué du nom de Grand. Le Sénat décrétait l'érection de la colonne Vendôme et l'arc de triomphe de l'Étoile. Napoléon voulut étayer sa puissance et lui donner l'aspect le plus imposant. Déjà il avait entouré son trône, à l'intérieur, de grands dignitaires: dix-huit de ses généraux avaient été élevés au rang de maréchaux. Il voulut entourer son empire, au dehors, d'une ceinture d'États feudataires, former une famille de rois dont il serait le chef. Il plaça sur le trône de Hollande et de Naples ses frères Louis et Joseph; ses sœurs devinrent: Élisabeth, princesse de Lucques; Pauline, de Guastalla; son beau-frère Murat grand-duc de Berg. Ses généraux et ses ministres reçurent également des fiefs: Talleyrand, la principauté de Bénévent; Bernadotte, celle de Ponte-Corvo.

Pitt était mort de douleur après Austerlitz, et Napoléon espéra un instant amener l'Angleterre à la paix. Mais Fox mourut à son tour et les élèves de Pitt arrivèrent au ministère. Bientôt, l'Autriche étant abattue, ce fut la Prusse que le cabinet de Londres arma contre la France. En quinze jours, Napoléon fut en Allemagne avec deux cent mille hommes, et le 14 octobre 1806, il bat une armée prussienne à Iéna, tandis que Davoust en écrase une autre à Auerstaedt. De Berlin, il lance contre l'Angleterre le décret de *blocus continental* (21 novembre) qui doit ruiner son commerce en lui fermant tous les débouchés européens.

Mais derrière la Prusse, Napoléon trouve quatre-vingt mille Russes sur la Vistule. Il les bat à Pultusk, à Eylau (8 février 1807) et les anéantit à Friedland (14 juin). L'empereur Alexandre se décide à la paix, et, après la célèbre entrevue sur le Niémen, le traité de Tilsitt est signé (8 juillet). La Poméranie, le Brandebourg, la vieille Prusse, la Silésie sont rendus au roi de Prusse. Les provinces prussiennes de l'Elbe et de Hesse-Cassel forment le royaume de Westphalie pour Jérôme Bonaparte, et les provinces polonaises, le grand-duché de Varsovie pour le roi de Saxe, admis dans la confédération du Rhin. La Russie et la Prusse adhèrent au blocus continental. Mais par des articles secrets, Napoléon sacrifiait à la Russie la Suède et la Turquie, alors alliées de l'Angleterre. Le traité de Tilsitt avait abattu la Prusse, comme celui de Presbourg l'Autriche.

Au dedans, Napoléon supprima le Tribunal, rétablit les titres féodaux, créa dix-huit duchés et forma de ses généraux une nouvelle noblesse. L'université fut alors fondée et le Code civil complété.

Cependant l'Angleterre était infatigable. Craignant de voir se reformer contre elle l'ancienne ligue des États du nord, elle attaqua le Danemark et fit bombarder Copenhague. Les deux seuls alliés de l'Angleterre payèrent pour elle. Napoléon fit entrer Junot en Portugal et renversa la dynastie de Bragance. Alexandre enleva la Finlande à la Suède, qui fut contrainte d'entrer dans le blocus continental.

Deux fautes principales perdirent Napoléon : l'enlèvement du pape et la guerre d'Espagne.

Le pape Pie VII voulait rester neutre dans la question du blocus et ne pas reconnaître Joseph pour roi de Naples. Napoléon, après de longues négociations, le fit transporter à Savone et réunit à l'empire le patrimoine de Saint-Pierre (1809).

L'Espagne était gouvernée sous le nom de Charles IV, par Manuel Godoï, prince de la Paix, parvenu que Napoléon soutint d'abord et qui le trahit, dès 1806, en traitant secrètement avec les alliés. Pour

empêcher cette défection, Napoléon envoya Murat en Espagne (1808). Une insurrection éclate à Aranjuez, contre Charles et Godoï, et oblige le premier d'abdiquer en faveur du prince des Asturies, Ferdinand, ennemi de la France. Napoléon arrive à Bayonne, y fait comparaître devant lui Charles IV, Ferdinand et Godoï. Les deux princes abdiquent en faveur de l'empereur des Français; et, après que Murat est entré de vive force à Madrid, une junte espagnole rassemblée tout exprès dans cette capitale demande pour roi Joseph Bonaparte. Au contraire, la junte de Séville se fait l'âme de la résistance, et reçoit de l'Angleterre des secours formidables d'armes et d'argent. La péninsule se couvre de guérillas. Le fanatisme religieux se joint au fanatisme patriotique, et le sol accidenté de l'Espagne favorise singulièrement la résistance. La victoire de Bessières à Medina del Rio Seco conduisit Joseph à Madrid, mais Dupont capitula honteusement à Baylen avec dix-huit mille hommes qui allèrent mourir de faim ou de misère sur le rocher aride de Cabrera. Par suite, Junot, devant les forces supérieures de Wellington, fut obligé d'évacuer le Portugal par la capitulation de Cintra (août 1808). Napoléon sent que sa présence est nécessaire. Pour avoir à sa disposition la grande armée, il a une entrevue avec Alexandre à Erfurth; et, en lui reconnaissant la possession de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie, en s'engageant à ne pas agrandir le grand-duché de Varsovie, c'est-à-dire en sacrifiant la Suède, la Turquie et la Pologne, il obtient du czar la promesse de cent cinquante mille hommes en cas de rupture avec l'Autriche. Alors il arrive en Espagne. En deux mois la péninsule, moins Cadix, paraît soumise par les victoires de Burgos, Espinosa, Tudela, Somosierra. Barcelone se rend, Saragosse est prise après un siège mémorable, l'armée anglaise se rembarque. Napoléon installe son frère Joseph qu'il remplace sur le trône de Naples, par son beau-frère Murat; puis il cherche à faire profiter l'Espagne des bienfaits de la révolution française en supprimant les droits féodaux, les douanes provinciales, l'inquisition, les deux tiers des couvents. Mais ces bienfaits ne font que soulever le peuple fanatisé par les moines, et Napoléon, dont la présence prolongée eût pu amener les Espagnols à d'autres sentiments, est rappelé en Allemagne par la cinquième coalition, nouvel ouvrage de l'Angleterre.

L'Autriche a mis sur pieds trois cent mille hommes. Napoléon se précipite sur l'archiduc, le bat à Eckmühl, le rejette derrière le Danube (avril 1809), entre dans Vienne, passe une première fois le Danube à Essling après une sanglante bataille où Lannes est mortellement blessé. Il s'arrête alors six semaines dans l'île Lobau pour refaire ses troupes et attendre l'armée d'Italie, qui arrive sous le

prince Eugène Beauharnais, battant l'archiduc Jean. Après la jonction, il gagne la grande bataille de Wagram (juillet 1809). Le résultat fut la paix de Vienne. L'Autriche adhéra au blocus continental et perdit quatre millions de sujets que se partagèrent la France (provinces illyriennes), la confédération du Rhin, la Saxe et la Russie. Cette paix fut suivie du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, fille de François II, pour laquelle il répudia Joséphine : mariage impopulaire et qui ne lui assura pas longtemps l'alliance autrichienne.

Ce fut le moment de la plus grande extension de l'empire français. Jérôme ayant renoncé à son royaume de Hollande, parce que son peuple avait des intérêts contraires à ceux de la France, Napoléon déclara ce pays réuni à l'empire qui s'étendit depuis l'Elbe jusqu'à la Bidassoa, du Garigliano jusqu'à la Manche, et compta cent trente départements et quarante millions d'âmes. La naissance du roi de Rome (20 mars 1811) donna un héritier à cette vaste monarchie.

C'est alors que la Russie prit les armes. Alexandre, qui n'avait jamais été de bonne foi, fit des infractions au blocus, et, après un échange de notes de plus en plus aigres, reçut les marchandises anglaises, fit brûler celles des Français dans les ports russes, et publia un ultimatum où il exigeait la retraite des Français derrière le Rhin (1812). Napoléon commença la campagne de Russie. Il avait cinq cent soixante-dix mille hommes, soixante mille chevaux, onze cent quatre-vingts canons. Il passa le Niémen, entra à Wilna, et prit le chemin de Moscou, sans avoir osé restaurer derrière lui le royaume de Pologne par égard pour l'Autriche. Smolensk fut prise; la bataille de la Moscowa fut gagnée; les Russes y perdirent cinquante mille hommes, tués ou blessés. Enfin on arriva à Moscou (septembre 1812). L'incendie de cette ville par l'ordre du gouverneur Rostopchin, et un hiver terrible et prématuré obligèrent les Français à cette retraite si malheureusement célèbre. Un froid de 28 degrés, le manque de vivres, des combats continuels, le passage désastreux de la Bérésina anéantirent presque en entier cette grande armée qui avait fait l'admiration et l'effroi de l'Europe. Napoléon revint précipitamment à Paris où venait d'éclater la conspiration de Mallet. Au delà des Pyrénées, le Portugal n'avait pu être reconquis, et l'Espagne avait été perdue. Wellington, inexpugnable dans ses retranchements de Torres Vedras, avait repoussé les attaques de Soult et de Masséna, et avait gagné, en 1812, la bataille des Arapiles sur Marmont. Ces revers annulaient les succès de Suchet dans l'est de la Péninsule.

La France, qui depuis si longtemps faisait la guerre offensive à tous les peuples de l'Europe, allait être réduite à la défensive. Les

souverains soulevaient les peuples au nom des nationalités opprimées. Napoléon ne les attendit pas derrière le Rhin; il établit encore une fois la guerre au centre de l'Allemagne. C'est la campagne de 1813. Avec une armée de conscrits, il bat les ennemis à Lutzen, à Bautzen, à Dresde. Mais ses généraux furent battus à Grossbeeren, à Dennewitz, à Kulm. Alors se livra la plus sanglante bataille de l'histoire moderne, celle de Leipsick ou des Nations. Cent quarante mille Français résistèrent trois jours à trois cent mille ennemis, et ne firent retraite qu'après la défection des Saxons. L'arrière-garde fut anéantie au passage de l'Elster. Le cinquième seulement de nos troupes rentra en France; cent mille hommes restaient assiégés dans les plaines de l'Oder et de la Vistule.

En 1814, il fallut défendre le sol français. Les alliés protestaient qu'ils en voulaient, non à la France, mais à la prépondérance exagérée de l'empereur. On les crut malheureusement, et le Corps législatif osa se plaindre du despotisme et de la guerre; Napoléon l'ajourna indéfiniment, régla seul le budget, renvoya le pape Pie VII en Italie, Ferdinand VII en Espagne. Trois grandes armées alliées s'avançaient par l'est, sous Bernadotte, Blücher et Schwartzemberg. Napoléon sépare deux fois Blücher et Schwartzemberg, et sur treize batailles qu'il leur livre, en gagne douze. Un seul échec, à la Rothière, se mêle aux brillantes victoires de Saint-Dizier, Brienne, Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps, Guignes, Mormans, Nangis, Montereau, Méry-sur-Seine, Craonne. Les alliés effrayés acceptent un congrès à Châtillon, mais des succès élèvent leurs exigences. La défection de Murat livre l'Italie aux Autrichiens. Augereau, après un simulacre de combat, leur ouvre Lyon. Les Anglais entrèrent à Bordeaux, où Louis XVIII fut proclamé roi. Napoléon conçut encore l'espoir de sauver la France par un plan audacieux : laisser le chemin de Paris ouvert aux ennemis, et se jeter derrière eux avec toutes ses forces, puis les écraser entre Paris et lui. Mais Paris, après une résistance de quelques heures, se rendit par la capitulation de Marmont. Le czar y entra en promettant de respecter le vœu de la nation; le Sénat adopta une constitution nouvelle, prononça la déchéance de Napoléon et appela au trône Louis XVIII. Napoléon abdiqua, prit congé de sa vieille garde à Fontainebleau, et se retira à l'île d'Elbe, qui lui avait été donnée en souveraineté.

Le gouvernement de Louis XVIII se perdit par la réaction des émigrés contre tout ce que la révolution et l'empire avaient fait. Le mécontentement public arriva jusqu'à Napoléon. Il quitte l'île d'Elbe, débarque sur le rivage de France, à Cannes, marche sur Grenoble, sur Lyon, voyant accourir autour de lui, tout le long de la route,

ses anciens soldats, et rentre à Paris le 20 mars 1815, sans avoir brûlé une amorce.

Aussitôt les souverains alliés, réunis au congrès de Vienne, mettent Napoléon hors la loi, et lancent leurs soldats contre la France. Napoléon, quoique mal secondé par la nouvelle chambre des représentants, organise de nouvelles armées, et voulant prévenir l'ennemi, se porte avec cent quinze mille hommes au delà de la Sambre. Il bat, à Ligny, les Prussiens de Blücher (16 juin), et se porte contre les Anglais, commandés par Wellington, et campés près de Waterloo, tandis que Grouchy est chargé de poursuivre Blücher. Alors se livra cette bataille de Waterloo où tout conspira contre l'empereur. Bulow vint, dans l'action, ajouter ses trente mille hommes aux quatre-vingt-dix mille de Wellington, puis survint, avec trente-six mille autres Prussiens, Blücher lui-même, qui avait échappé à Grouchy. L'armée française ne put tenir contre des forces trois fois supérieures : la garde mourut ; Napoléon fut entraîné loin du champ de bataille et rentra à Paris. Il y trouva une chambre des députés hostile, qui l'obligea d'abdiquer. Il renonça encore une fois à la couronne en faveur de son fils Napoléon II. Wellington et Blücher approchaient sans garder beaucoup d'ordre, on pouvait les anéantir ; mais Fouché, président du gouvernement provisoire, refusa à Napoléon le commandement des troupes, même comme général. Menacé d'être livré aux ennemis, Napoléon se rendit à bord du *Belléophon*, se confiant à la générosité des Anglais, qui l'envoyèrent sur le rocher de Sainte-Hélène, au milieu de l'Atlantique, à quatre cent cinquante lieues de toute terre. Il y acheva sa vie, le 5 mai 1821, après une douloureuse captivité.

Paris ne fut pas défendu. Davoust capitula devant Blücher et Wellington, et consentit à la retraite de l'armée française derrière la Loire. Les alliés prirent possession de la capitale comme d'une ville conquise, fermèrent la salle des séances de l'assemblée et rétablirent Louis XVIII sur le trône. Cette seconde restauration coûta cher au pays. Il fallut payer aux alliés près de douze cents millions comme indemnités de guerre et autres, et durant trois ans, cent cinquante mille soldats étrangers restèrent sur notre sol, nourris et entretenus à nos frais. Enfin, le traité de Paris enleva à la France Philippeville, Marienbourg, le duché de Bouillon, Sarlouis, Landau, etc. (20 novembre 1815) ; si bien que notre territoire se trouva, sur certains points, moins étendu qu'à la mort de Louis XIV, après les revers de la succession d'Espagne.

# GÉOGRAPHIE

## PHYSIQUE ET POLITIQUE.

### GRANDES DIVISIONS DU GLOBE.

#### LIX.

#### NOTIONS PRÉLIMINAIRES. — DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES TERRES, DES EAUX ET DE L'ESPÈCE HUMAINE.

Objet et utilité de l'étude de la géographie.

La géographie a pour objet la *description de la Terre*. Cette étude a une grande importance *industrielle et commerciale*, puisqu'elle nous apprend les régions et les lieux d'où viennent les productions propres aux usages des hommes, les voies par lesquelles on peut les faire parvenir jusqu'à nous, comment nous pouvons à notre tour les faire passer chez les autres peuples ; quels sont enfin les rapports que nos besoins nous forcent d'établir avec les divers habitants du globe.

Elle est en même temps de la plus grande utilité pour l'*histoire*, en nous faisant connaître le théâtre des événements que celle-ci raconte ; pour la *politique*, la *diplomatie* et la *guerre*, en les éclairant dans toutes leurs combinaisons.

Indépendamment de ces propriétés, qui lui assignent un des premiers rangs dans les connaissances humaines, la géographie a l'avantage de plaire à l'esprit comme une espèce de *voyage*, ou de *panorama* général de la Terre, et d'élever l'âme vers la puissance du Créateur, en offrant le tableau des merveilles et des richesses que Dieu a répandues sur le globe.

Ce qu'on entend par géographie physique et par géographie politique.

On peut diviser la géographie en deux branches principales : la *géographie physique* et la *géographie politique*.

La première décrit tout ce que la *nature* a produit sur la Terre,